

Les répondants médicaux d'urgence accentuent leurs moyens de pression

(Québec, le 12 juillet 2016.) – En raison de l'inaction de l'employeur et de ses nombreuses demandes de recul à la table des négociations, les répondants médicaux d'urgence ont décidé aujourd'hui d'accentuer leurs moyens de pression. « Après plus d'un an et demi de négociation, l'employeur n'a pris aucun engagement face aux demandes syndicales. Les vis-à-vis patronaux n'ont visiblement pas de mandat pour discuter d'aspects importants de la convention, notamment en ce qui a trait aux augmentations salariales, et ils nous demandent pour aucune raison spécifique de faire des concessions importantes sur la question de l'horaire de travail régulier et de l'horaire des fêtes, de la durée de la période probatoire et de l'octroi des congés mobiles », a commenté Marjorie Guay, membre de l'exécutif.

Cette dernière insiste sur le caractère injustifié des demandes de l'employeur. « Les coûts pour chaque appel que nous effectuons sont peu élevés. Nous figurons parmi les moins chers au Québec, et nous ne sommes pas, par conséquent, dans une situation budgétaire précaire. Il est donc difficile de comprendre la position de l'employeur. »

Depuis plus de vingt ans, les RMU ont toujours eu les mêmes augmentations que les travailleuses et les travailleurs du secteur public. « Pourquoi cette fois-ci l'employeur se fait-il tirer l'oreille ? La nature même du travail des répondants médicaux d'urgence est cruciale pour la population. Pour cette raison, ils méritent le même traitement que les employé-es du secteur public », a pour sa part plaidé le secrétaire du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches, Yves Fortin.

Moyens de pression

Bien qu'exaspérés, les RMU avaient choisi au début juin de se limiter à une grève administrative et de maintenir leur temps de travail à 100 %. « Nous maintenons tous les services auprès de la population parce que notre type d'intervention est trop important pour en faire un enjeu de négociation. Mais nous souhaitons de l'écoute et du respect de la part de l'employeur et pour cette raison, nous allons nous rendre plus visibles aux yeux du public », a renchéri Marjorie Guay.

Camion aux couleurs de la négociation, piquetage, costumes et autres moyens de pression feront partie des actions de visibilité que prendront les travailleuses et les travailleurs dans les prochaines semaines. « Aujourd'hui nous déménageons de locaux et nous en profitons pour attirer l'attention du public sur la situation qui est bloquée », explique aussi Marjorie Guay.

« Dans les prochaines semaines, les travailleuses et travailleurs vont poursuivre leurs actions et faire le nécessaire pour que la négociation avance et débouche sur une entente satisfaisante. Il faut que ça bouge et nous allons les appuyer dans cette voie », conclut le vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et représentant du secteur privé, Dany Lacasse.